

Cher membre du Parlement européen,

**Le "Green Pass" nécessite un débat, pas une adoption d'urgence, COM 2021 130**

Nous vous écrivons en tant que président de Children's Health Defense (CHD), une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis, et présidente de CHD-Europe. Notre organisation internationale a pour mission de défendre la santé des enfants en exposant les causes qui leurs sont néfastes et en traduisant en justice ceux qui nuisent à leur santé. Nous sommes profondément préoccupés par les conséquences involontaires de la crise du COVID y compris la façon dont elles affectent les enfants dans le monde entier.

Nous nous opposons à l'adoption par le Parlement du Certificat vert numérique, introduit le 17 mars 2021 avec la proposition #COM 2021 130) sans la tenue d'un débat approfondi et vigoureux. Alors que l'intention annoncée du Certificat est de faciliter les voyages pendant la pandémie de COVID-19, nous craignons qu'il ne fasse exactement le contraire : étouffer les voyages et les interactions humaines.

Nous sommes extrêmement préoccupés par la proposition de règlement qui affectera tous les déplacements dans la zone Schengen, pour les citoyens européens comme pour les autres, en exigeant que les individus prouvent qu'ils ont reçu un vaccin expérimental ou qu'ils se sont soumis à des tests expérimentaux.

La proposition part du principe que ces mesures empêcheront la transmission du SRAS-Cov-2, mais elle repose sur des bases scientifiques et juridiques fragiles et nécessite un débat approfondi pour les raisons énumérées ci-dessous.

**1. L'on ignore si la vaccination bloque la transmission de SARS-CoV-2.**

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'y pas de données permettant d'affirmer que les vaccins COVID-19 bloquent la transmission du coronavirus<sup>1,2</sup>. C'est la raison pour laquelle les personnes vaccinées doivent continuer à maintenir une distance sociale et à porter un masque.

Alors que l'Agence Européenne des Médicaments espère que les vaccins réduiront le COVID, l'inverse peut se produire ; la vaccination de masse peut augmenter la propagation de la maladie. Un tel cas s'est produit avec le vaccin Dengvaxia aux Philippines et a été

---

<sup>1</sup> EMA public stakeholder meeting on approval of Covid-19 vaccines, <https://childrenshealthdefense.eu/eu-issues/short-resume-of-the-ema-public-stakeholder-meeting-on-assessment-approval-and-roll-out-of-pandemic-vaccines/>.

<sup>2</sup> H. Collis « Can Vaccines Stop The Spread Of The Coronavirus? », Politico, Jan. 19 2021 <https://www.politico.eu/article/can-vaccines-stop-the-spread-of-coronavirus/>

exposé au Sommet de l'OMS sur la sécurité des vaccins en décembre 2019<sup>3</sup>. Des scientifiques indépendants évaluant les résultats en Israël<sup>4</sup> et au Royaume-Uni remettent en question le succès de la vaccination de masse. Les coronavirus étant en constante mutation, l'efficacité de ces nouveaux vaccins contre les nouveaux variants est inconnue.

## **2. Les test PCR ne sont pas des instruments de santé publique fiables.**

Si les tests PCR peuvent contribuer au diagnostic d'une personne malade dans un court laps de temps, ils ne sont pratiquement d'aucune utilité pour les personnes qui ne présentent pas de symptômes de maladie. Les tests PCR positifs ne confirment ni la maladie ou ni la contagiosité d'une personne et donnent souvent lieu à des "faux positifs".

Une étude récente publiée dans la revue médicale The Lancet estime que **l'isolement des faux cas positifs constitue "une perte nette pour la santé et le bien-être social et économique des communautés"** et conclut que "le test PCR n'est donc pas l'instrument de référence ('golden standard') approprié pour évaluer un test de santé publique relatif au SRAS-CoV-2." <sup>5</sup>

En janvier 2021, l'OMS a publié de nouvelles recommandations<sup>6</sup> sur les tests PCR, mettant également en garde contre le danger des résultats faussement positifs : "à mesure que la prévalence de la maladie diminue, le risque de faux positif augmente".

Les États membres devraient cesser de tester les personnes en bonne santé et réaffecter les montants alloués à cette politique inutile pour améliorer la prise en charge et le traitement des malades.

## **3. Le certificat vert numérique est juridiquement disproportionné.**

La réglementation proposée porte atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, notamment aux droits de voyager, de se réunir, de respecter la vie privée, la conscience et le consentement libre et éclairé. Des études scientifiques récentes jettent de sérieux doutes sur

---

<sup>3</sup> Dr. Kenneth Hartigan Go on the Dengvaxia crisis in Panel Discussion on Novel Vaccine Safety Issues, WHO Global Vaccine Safety Summit, 3 December 2019, Geneva. <https://youtu.be/BJMdIikVdaY>  
Backup&download: <https://drive.google.com/open?id=1t1UNWTVpeJ3o-KEAPktOkIVO9kaWqAE3>.

<sup>4</sup> Haim Yativ, "Second Request To Make A Reassessment of Pfizer's Vaccine Safety And Stop The Vaccination Campaign," March 19, 2021, Nakim.org. <http://www.nakim.org/israel-forums/viewtopic.php?t=270949>.

<sup>5</sup> M. Mina, I.E.Buchan et al. « Clarifying the Evidence On Sars-cov-2 Rapid Tests In Public Health Responses To Covid-19 », *The Lancet*, Feb. 17, 2021. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(21\)00425-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(21)00425-6/fulltext).

<sup>6</sup> <https://www.who.int/news/item/20-01-2021-who-information-notice-for-ivd-users-2020-05>.

l'efficacité des mesures draconiennes<sup>7</sup> visant à limiter la propagation des maladies, notamment les restrictions de voyage et les mesures de confinement.

La mise en œuvre du laissez-passer vert nécessitera des ressources massives sans espoir fondé de succès. Il serait plus efficace et plus économique d'investir dans les hôpitaux et de protéger les personnes à risque. À tout le moins, une analyse coûts-avantages et un débat sont absolument nécessaires.

#### **4. Le Parlement européen est tenu d'appliquer le principe de précaution.**

Les vaccins COVID-19 n'ont reçu qu'une autorisation de mise sur le marché conditionnelle ; les essais cliniques ne seront pas terminés avant des mois ou des années. Exiger que les citoyens et visiteurs de l'Union européenne soient soumis à des produits médicaux expérimentaux pour exercer leurs droits fondamentaux viole le principe de précaution<sup>8</sup> inscrit dans l'article 191 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne.

On ne sait pas comment ces vaccins affecteront les gens dans les mois ou les années à venir. Le risque de facilitation de la maladie est réel, c'est-à-dire que les personnes vaccinées exposées à de nouvelles souches virales peuvent courir un risque accru par rapport à celles qui n'ont pas été vaccinées. Ce risque qui peut mener à un emballement immunitaire potentiellement mortel est bien connu des experts et constitue l'une des principales raisons pour lesquelles les fabricants de vaccins refusent d'accepter la responsabilité des blessures et des décès liés à ces vaccins.

Plusieurs vaccins COVID-19 sont basés sur une nouvelle technologie génétique (ARN messager) jamais utilisée auparavant chez des individus sains. Les fabricants ont ignoré les risques de modification du génome humain et de déclenchement de maladies auto-immunes dans leur course effrénée à la commercialisation des vaccins. Le 15 juillet 2020, le Parlement européen a voté la suppression de l'évaluation de ces risques dans le cadre du règlement sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) pour les vaccins COVID-19.<sup>9 10</sup> D'éminents scientifiques et médecins ont récemment abordé ces préoccupations dans une lettre ouverte adressée à l'AEM.<sup>11</sup>

---

<sup>7</sup> R.F. Savaris et al, "Stay-at-home policy is a case of exception fallacy: an internet-based ecological study, Nature, Mar 5, 2021, <https://www.nature.com/articles/s41598-021-84092-1>.

<sup>8</sup> Art. 191 of the TTFU, Eur-Lex.europa.eu <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=LEGISSUM:l32042>

<sup>9</sup> <https://childrenshealthdefense.eu/annulment-actions/european-citizens-bring-actions-before-the-european-court-of-justice-to-annul-new-gmo-approval-procedures-after-being-rushed-through-parliament/>.

<sup>10</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32020R1043>.

<sup>11</sup> Doctors for Covid Ethics, "Urgent Open Letter From Doctors And Scientists To the EMA Regarding COVID-19 Vaccines," <https://doctors4covidethics.medium.com/urgent-open-letter-from-doctors-and-scientists-to-the-european-medicines-agency-regarding-covid-19-f6e17c311595>.

Une étude plus approfondie sur l'impact de ces thérapies géniques est absolument nécessaire avant de les rendre obligatoires.

**5. Les fabricants ne garantissent ni l'efficacité, ni la sécurité des vaccins Covid-19.**

D'éminents avocats belges ont récemment conclu que la Commission européenne a accordé des exemptions de responsabilité et de garantie non valables aux fabricants du vaccin COVID-19.<sup>12</sup> Compte tenu de l'absence de preuves de sécurité ou d'efficacité, les fabricants refusent, sans surprise, de garantir l'une ou l'autre. Les États membres, et en fin de compte l'électorat, supporteront la charge de l'indemnisation et de la prise en charge des victimes de blessures dûes aux vaccins.

**6. Menace sur la vie privée.**

Bien que la proposition de règlement stipule que les États membres protégeront les données médicales, rien ne garantit cette protection. Ces données médicales peuvent être utilisées pour discriminer les individus en violation des droits et libertés fondamentaux.

**7. Le risque de substitution des souches et de mutation virale.**

La vaccination de masse avec des vaccins imparfaits - et aucun des vaccins disponibles n'est parfait - peut conduire à un remplacement de type et à une mutation virale. Dans ce cas, il se pourrait bien que ce soit les individus vaccinés, plutôt que les non-vaccinés, qui présentent le plus grand risque d'être infectés par de nouveaux types de coronavirus plus virulents.

L'exemple classique de ce type de remplacement de souches s'est produit avec l'utilisation généralisée du vaccin contre la coqueluche qui a entraîné de nouvelles mutations virales contre lesquelles le vaccin existant n'a pas pu agir<sup>13</sup>.

En d'autres termes, il n'est pas certain que la vaccination de masse permette de mettre fin à la crise des coronavirus.

**8. Le risque de passer de mesures temporaires à des permanentes.**

Si le Parlement considère le règlement sur le certificat vert numérique comme une mesure temporaire, il est peu probable qu'il en soit ainsi. De telles restrictions deviennent généralement permanentes, ce qui rend d'autant plus important le besoin d'un débat solide.

Des vaccins supplémentaires pourraient-ils être exigés ultérieurement dans le cadre du passeport vert ? Pourquoi le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé devrait-il avoir le pouvoir de prendre des décisions à leur sujet ? Les implications à long terme du Pass Vert nécessitent une délibération.

---

<sup>12</sup> <https://www.lalibre.be/international/europe/la-non-responsabilite-des-fabricants-de-vaccins-anti-covid-est-illicite-affirme-une-etude-604e71357b50a60517a2374d>.



## **9. Le Parlement Européen doit défendre la démocratie en Europe .**

Depuis le début de la pandémie de coronavirus, les chiffres ont trop souvent prévalu sur la règle de droit. De petites coteries d'experts interprétant les chiffres ont défini les politiques au lieu de législatures démocratiques et de la société civile. Les chiffres et les études sont trop souvent conçus pour servir ceux qui les produisent. L'Europe ne peut prospérer si elle s'appuie sur des modèles mathématiques à l'exclusion des modèles humains. Le Parlement est chargé de défendre les valeurs démocratiques.

Nous vous prions de prendre en considération les points ci-dessus et d'exiger un débat ouvert à partir d'une analyse indépendante de la situation avant d'adapter d'autres mesures concernant ce certificat vert numérique.

Les citoyens d'Europe et du monde entier vous regardent - notre liberté et notre sécurité sont entre vos mains. Ne nous laissez pas tomber ! Ne mettez pas en péril l'avenir de l'Union européenne en profanant l'un de ses principes les plus fondamentaux : la libre circulation au sein de l'espace Schengen.

En vous priant d'agréer, chère Madame, cher Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués,

Robert F. Kennedy, Jr.  
Président de Children's Health Defense

Senta Depuydt  
Présidente Children's Health Defense Europe